



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **22 MAI 2026**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX GRANULATS

63 Rue d'émerainville
Batiment C
77453 Marne la vallée cedex 2
77183 Croissy-Beaubourg

Références : E26 - **0955**
Code AIOT : 0006517332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mars 2026 de la carrière de calcaires à ciel ouvert, exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX GRANULATS, implantée au lieu-dit « Lugins » sur la commune de Vaudoy-en-Brie (77141). L'inspection a été annoncée le 16 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX GRANULATS
- Lieu-dit Lugins - 77141 Vaudoy-en-Brie
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les sociétés Calcaires de la Brie et CEMEX Granulats sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2017 DCSE M 004 du 29 mars 2017 à exploiter de manière conjointe une carrière de calcaires à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Vaudoy-en-Brie pour une durée de 30 ans, remise en état compris. La remise en état prévue est une remise en état agricole.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
2	Dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6 et annexe 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
4	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Exploitation en nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.18	Sans objet
7	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2	Sans objet
8	Rus du Réveillon et de la Visandre	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4	Sans objet
9	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.3	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CEMEX doit :

- mettre en place, dans un délai maximal de 6 mois, un traitement primaire (prétraitement du tout venant), ainsi qu'une bande transporteuse jusqu'à l'installation de traitement de CEMEX, située le périmètre autorisé de sa carrière en cours de remise en état sur la commune de Pécy ;
- évacuer, dans un délai de 3 mois, les déchets et fournir un justificatif de leur bonne élimination ;
- engager, dans un délai de 3 mois, des actions correctives pour respecter les hauteurs limites du front d'exploitation ;
- mettre en place, dans un délai de 3 mois, une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée, au droit de la pompe d'exhaure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 18/05/2026
Prescription contrôlée : <p>Les matériels de concassage primaire et de scalpage en front d'extraction sont semi-mobiles : un groupe primaire pour la société CALCAIRES DE LA BRIE, un groupe primaire et un crible haute énergie pour la société CEMEX Granulats.</p> <p>Les matériaux issus du pré traitement seront acheminés jusqu'aux installations de traitement de CALCAIRES DE LA BRIE et de CEMEX Granulats de PÉCY, régulièrement autorisées, via des bandes transporteuses.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>Actuellement, aucune installation de traitement primaire de matériaux ne se trouve dans la carrière.</p> <p>Les matériaux extraits sont envoyés par tombereaux jusqu'à l'installation de traitement primaire du tout-venant située dans le périmètre autorisé de la carrière en cours de remise en état de la société CEMEX, à quelques centaines de mètres sur la commune de Pécy.</p>

L'exploitant s'engage à mettre en place un traitement primaire au cours du 2nd semestre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CEMEX doit mettre en place, dans un délai maximal de 6 mois, un traitement primaire (prétraitement du tout venant), ainsi qu'une bande transporteuse jusqu'à l'installation de traitement de CEMEX, située le périmètre autorisé de sa carrière en cours de remise en état sur la commune de Pécy.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dérogation espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6 et annexe 6
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction des impacts du chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/05/2026
Prescription contrôlée : MR2 : Utilisation des bandes transporteuses Les matériaux extraits seront transportés par bandes transporteuses (annexe 6 cartographie du tracé des bandes transporteuses) vers les installations de traitement existantes sur le territoire communal de PECY au Sud du projet afin de réduire : <ul style="list-style-type: none"> - les émissions de gaz à effet de serre ; - le dépôt de poussières sur les lisières de boisements et les mares présentes proximité des tracés étudiés ; - le risque d'écrasement des amphibiens, des reptiles et des insectes.
Constats : Les matériaux extraits sont actuellement transportés par tombereaux jusqu'à l'installation primaire située dans le périmètre autorisée de la carrière de CEMEX sur la commune de Pécy.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place, dans un délai de 6 mois, une bande transporteuse pour transporter les matériaux extraits jusqu'aux installations de traitement située sur Pécy.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
Prescription contrôlée : <p>(...) L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>Intégration dans le paysage :</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre (...)</p> <p>Les abords de l'installation, placé sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté(...)</p> <p>Ne sont stockés sur la carrière que les matériaux à traiter, les matériaux de découverte, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p> <p>Lettre du 14 novembre 2025 de suites de l'inspection du 15 octobre 2025 :</p> <p>L'exploitant doit évacuer, dans un délai de 3 mois, les dépôts sauvages de déchets et fournir un justificatif de leur bonne élimination.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que les dépôts de déchets sauvages se situent sur une plate-forme exploitée par Veolia Environnement pour stocker des terres à épandre dans des champs.</p> <p>Veolia Environnement a engagé des démarches pour évacuer ces déchets (établissement de devis) et mène des réflexions pour trouver une solution durable à cette problématique récurrente de dépôts sauvages de déchets : mise en place d'un merlon, fermeture du chemin rural aux véhicules en accord avec la commune de Vaudoy.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit évacuer les déchets et fournir un justificatif de leur bonne élimination.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Prescription contrôlée : (...) L'exploitation se fera via 2 fronts superposés, d'une hauteur maximale de 15 m chacun, avec une banquette intermédiaire horizontale d'une largeur suffisante pour permettre sans danger le travail et la circulation du personnel.
Constats : D'après le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols, présentant la situation au 24 novembre 2025, le front d'exploitation sud de la carrière dépasse à certains endroits d'un peu plus d'1 m la limite de hauteur fixée à 15 m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra engager, dans un délai de 3 mois, des actions correctives pour respecter les hauteurs limites du front d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation en nappe phréatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Rabattement de la nappe

Prescription contrôlée :

L'exploitant est autorisé à rabattre la nappe (jusqu'à 24 m de rabattement selon les phases d'exploitation) pour permettre l'exploitation du calcaire.

Le débit moyen d'exhaure de la pompe est de 500 m³/h fonctionnant 24h/24 (débit moyen horaire variant de 300 à 500 m³/h selon les phases). Ces eaux d'exhaure seront renvoyées vers le bassin de recharge de la carrière CEMEX à PÉCY et pour l'essentiel ré infiltrées dans la nappe.

Une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée est positionnée au droit de chaque pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase.

Phase d'exploitation	Cote minimale d'extraction (m NGF)	Cote minimale de rabattement (m NGF)
Phase 1	94	93,5
Phase 2	94	93,5
Phase 3	94	93,5

Phase 4	92	91,5
Phase 5	90	89,5
(...)	(...)	(...)

Les périodes de rabattement sont notées dans un registre.

Constats :

L'exploitant rabat la nappe depuis octobre 2024. Les eaux sont envoyées vers le bassin de CEMEX sur la commune de Pécy.

D'après le plan d'avancement des travaux d'exploitation (situation au 24 novembre 2025), la cote d'extraction au plus bas niveau est à 100,20 m NGF.

L'exploitant n'a pas mis en place d'échelle limnimétrique au niveau de la pompe d'exhaure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place, dans un délai de 3 mois, une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée, au droit de la pompe d'exhaure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.18

Thème(s) : Autre, Transmission à l'inspection

Prescription contrôlée :

Une copie de ces plans certifiés est signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 1^{er} février de l'année N+1.

Constats :

L'exploitant a transmis par lettre du 20 mars 2026, le plan d'avancement des travaux d'exploitation (situation au 24 novembre 2025) et le plan de situation au 22 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Prescription contrôlée : Les seuls rejets autorisés issus du site sont les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration CEMEX à PÉCY. Le rejet dans le ru du Réveillon est interdit dès lors que le seuil de vigilance de 127,5 m NGF est atteint par le niveau piézométrique mesuré à SAINT-MARTIN-CHENNETRON. Les eaux du bassin d'infiltration ne pourront être rejetées dans le ru du Réveillon qu'à titre exceptionnel et sur justification préalable de l'exploitant. Les volumes déversés au ru devront être mesurés. L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle annuel des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitant rejette les eaux d'exhaure dans le bassin d'infiltration de CEMEX situé sur la commune de Pécy. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet dans le ru du Réveillon. L'exploitant a réalisé le contrôle de la qualité des eaux en sortie du déshuileur de l'aire étanche. Aucun dépassement des valeurs limites n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rus du Réveillon et de la Visandre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi mensuel des niveaux d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant procède ou fait procéder à un suivi mensuel des niveaux des rus du Réveillon et de la Visandre à l'aide d'échelles limnimétriques.
Constats : L'exploitant a présenté le suivi des niveaux d'eau dans les rus du Réveillon et de la Visandre pour l'année 2025. L'année 2025 est représentative d'une année classique de précipitations. Il est constaté une mise en charge régulière du ru du Réveillon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a présenté le bilan de la surveillance trimestrielle des retombées de poussières pour 2025. Le rapport conclut que les valeurs observées au niveau des jauges de voisinage caractérisent une zone d'empoussièrement faible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle utilisant la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 des niveaux sonores en limite, et des émergences en zones d'émergences réglementées est effectué aux frais de l'exploitant tous les ans.
Constats : La campagne des niveaux sonores réalisées le 14 mai 2025 montre le respect des valeurs limites en limites de propriété et en zones à émergences réglementées.
Type de suites proposées : Sans suite